



La crise économique et le Nouveau-Brunswick Pas en avant ou retour en arrière?

Congrès du Nouveau-Brunswick
Fredericton, 16 avril 2009

Toby Sanger
Bureau national du SCFP

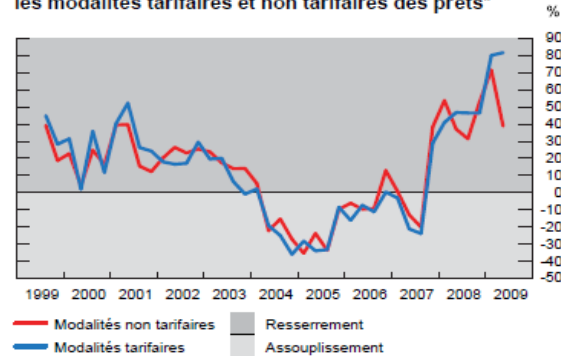
Nous sommes au cœur d'un effondrement économique triple ...

Écroulement du marché boursier



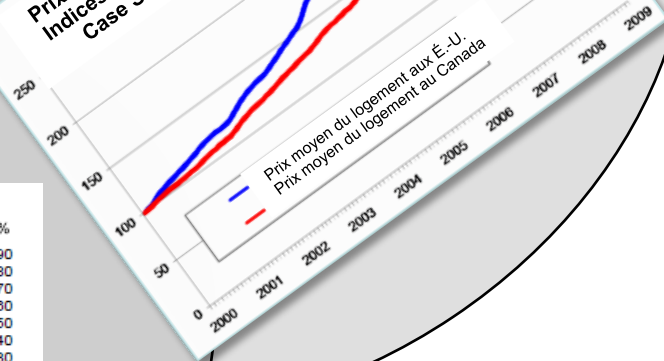
Crise financière et resserrement du crédit

Graphique 2 : Solde des opinions concernant les modalités tarifaires et non tarifaires des prêts*



Expansion et effondrement du marché du logement

Prix moyen du logement au Canada et aux É.-U.
Indices des prix du logement – janv. 2000 = 100
Case Shiller (É.-U.) et Teranet-BNC (Can.)



An Canada, cette réalité vient s'ajouter à la crise manufacturière en cours et l'effondrement du secteur des ressources après son expansion

La panique de 1873 et la longue Dépression

La période de prospérité ayant touché le secteur des chemins de fer et des propriétés a mené à de la spéculation, de la manipulation de titres, puis à un effondrement et la faillite de banques

- Réduction du salaire, augmentation du chômage, grèves des lignes de chemins de fer
- Suivi d'une autre période de prospérité et d'une psychose boursière en 1893 et en 1907

La situation a éventuellement mené à une « *Période progressiste* » au début des années 1900

- Réglementation du monde des affaires, des finances, de la santé et de la sécurité
- Réformes démocratiques
- Impôts sur le revenu et expansion des services publics
- Première loi relative au salaire minimum, droits dans le domaine du travail

La crise de 1929

Période de prospérité du marché boursier et du secteur du logement précédant un effondrement suivi de la faillite de banques

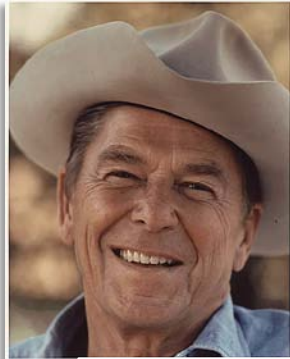
Politiques économiques de la Nouvelle Donne :

- Assurance-chômage, sécurité sociale
- Déficit actif, investissement public, création d'emplois
- Réglementation du milieu des affaires, finances, droits dans le domaine du travail

Suivi de la Seconde Guerre mondiale, « *L'âge d'or* » des années 1950 jusqu'au début des années 1970 :

- Réforme financière et internationale
- Expansion des services publics
- Forte croissance économique : moyenne de 4 % par année
- Faible chômage, forte croissance des salaires

La « Période régressive » de 1979 jusqu'à 2009?



Attaques contre les syndicats, les droits dans le domaine du travail, les salaires
Privatisation, déréglementation
Réductions dans les dépenses relatives aux programmes sociaux
Réductions de l'impôt sur le revenu, augmentation des taxes de ventes

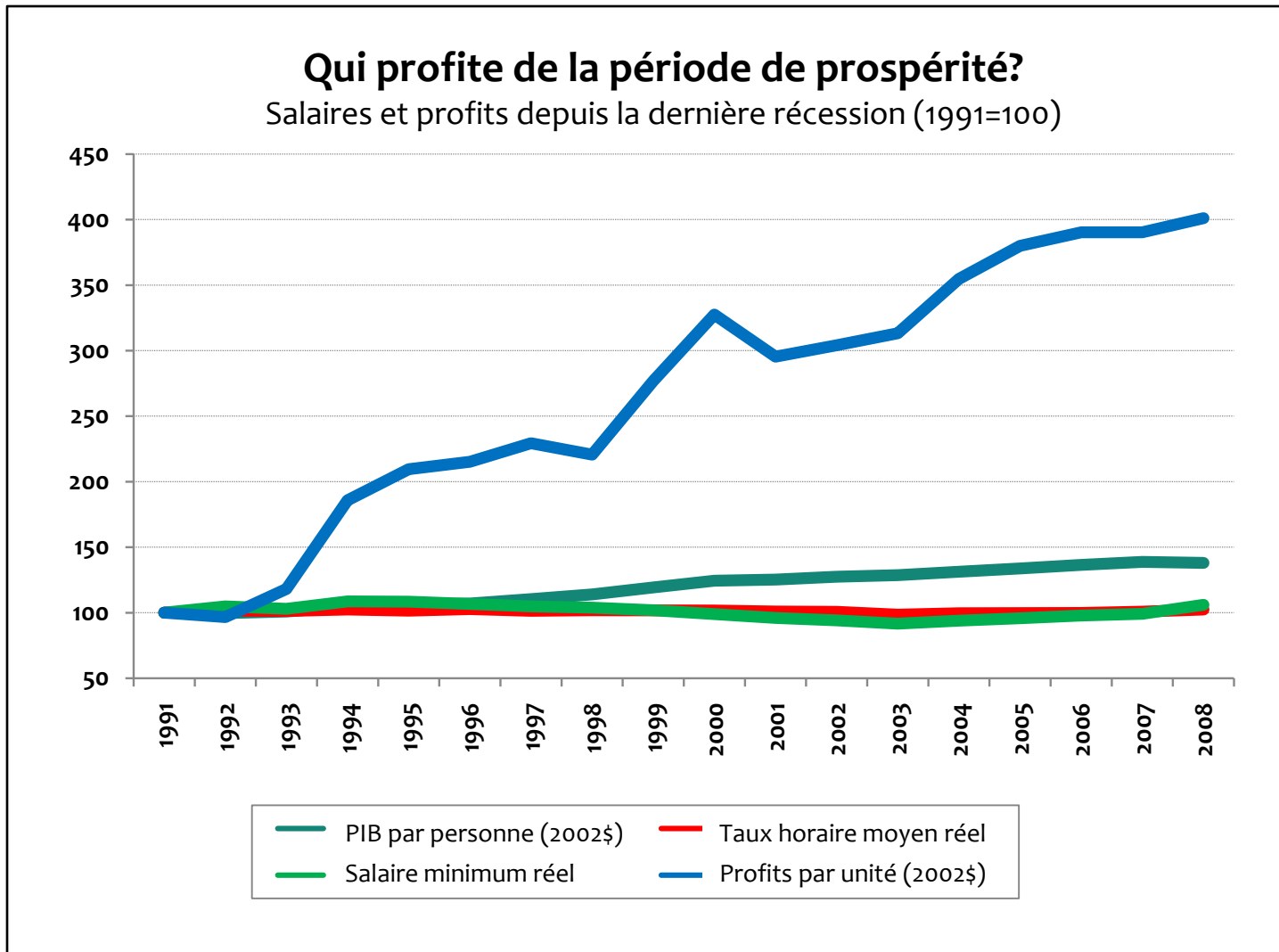
Des politiques économiques analogues ont été mises en place dans les pays partout dans le Monde

Économie à la Reagan, thatchérisme, économie de l'offre, économie néo-conservatrice, néo-libérale, effet de ruissellement de l'économie...

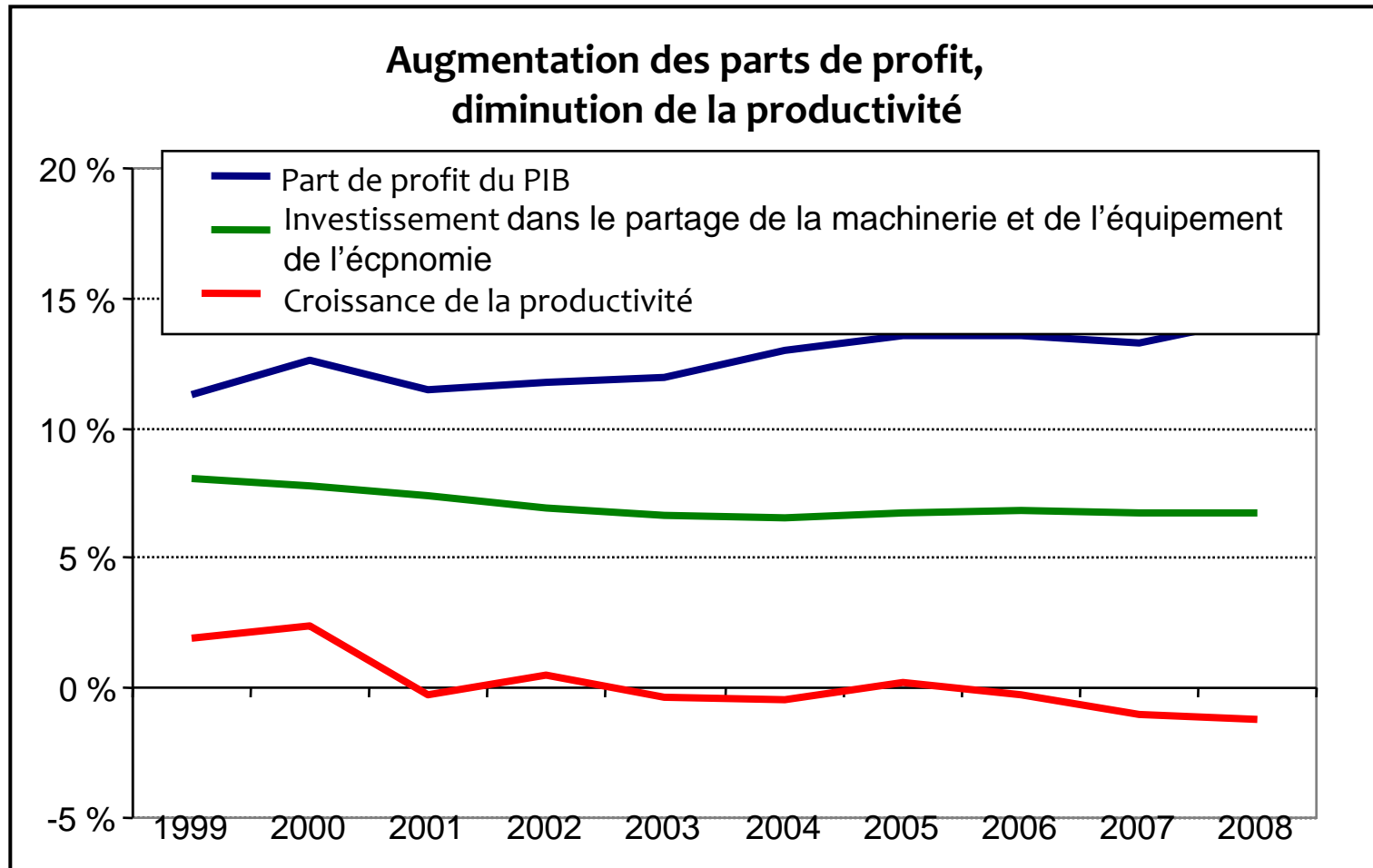
Le consensus de Washington

- Réduction des dépenses publiques et des déficits
- Réduction de l'inflation
- Privatisation des services publics et des entreprises gouvernementales
- Réduction d'impôts pour les personnes à revenu élevé et les entreprises
- Libre-échange, investissement et mondialisation
- Déréglementation de l'industrie, de l'économie et de la société

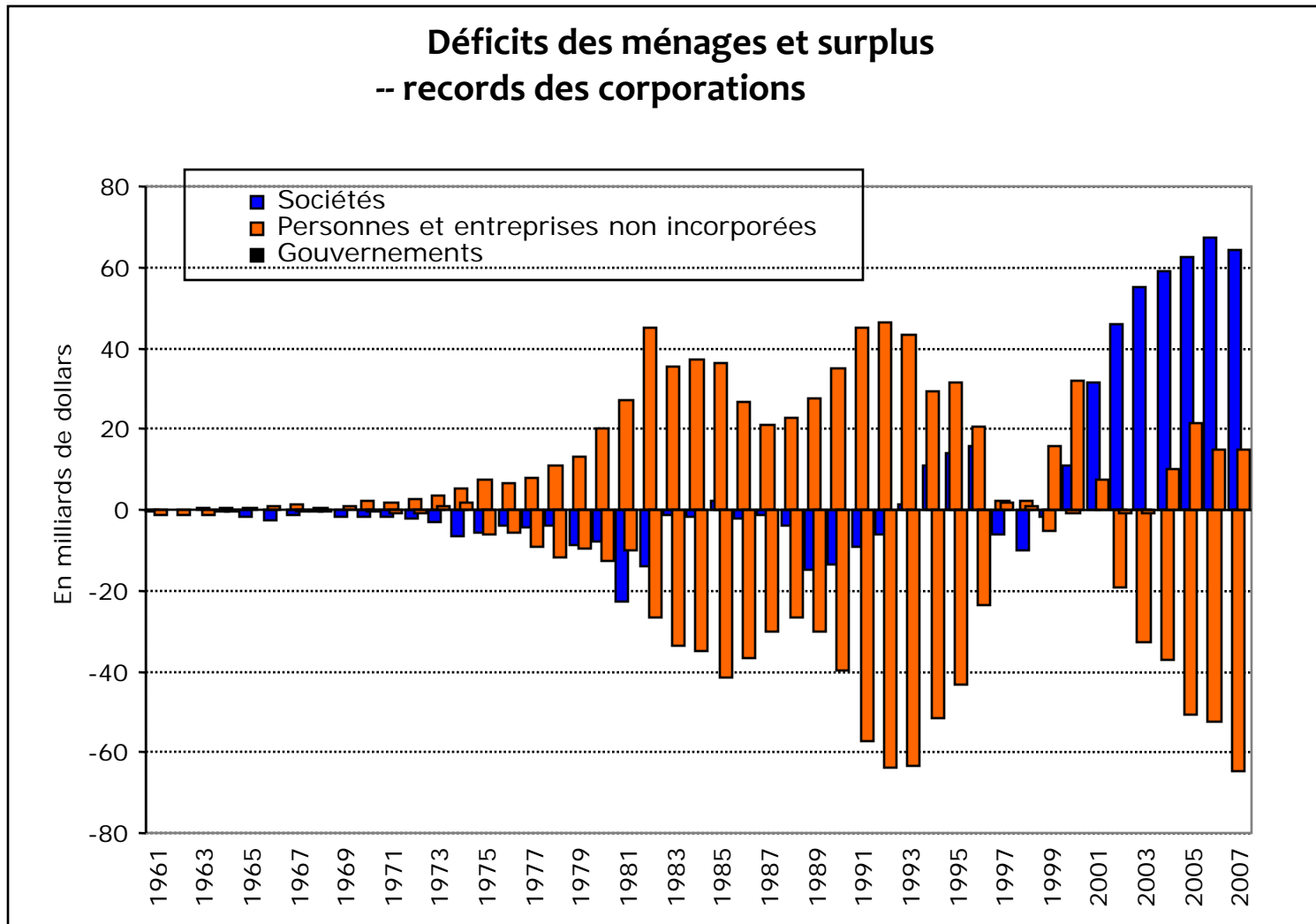
Croissance économique, pour qui?



Profits record des entreprises; cependant; stagnation de la croissance de la productivité



Déficits des ménages et surplus record des corporations...



Véritables confessions ...

« Il ne fait plus aucun doute que le consensus de Washington est mort. »

Haut représentant de la Banque mondiale, 10 octobre 2008

« J'ai constaté une faille. »

Alan Greenspan, ancien chef de la Réserve fédérale américaine (banque centrale),
23 octobre 2008

« Nous constatons un échec systémique. Cette crise mondiale... a été créée par le système lui-même; par le système que nous avons créé et par une combinaison toxique d'une conduite non éthique de la part des sociétés et un système de réglementation et de supervision de leurs activités défaillant .»

Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, 22 janvier 2009

« La situation pourrait empirer... »

Ancien président George W. Bush, 28 septembre 2008

Les économistes de l'école dominante sont maintenant raisonnables...

Le FMI demande aux pays de mettre en place des mesures de stimulants économiques représentant 2 % du PIB, axées sur les dépenses publiques.

Oliver Blanchard, économiste en chef au FMI, 29 décembre

Les stimulants fiscaux doivent être axés sur la protection sociale.

Justin Lin, économiste en chef à la Banque mondiale, 14 janvier

« La recette doit être de renverser le ruissèlement de l'économie... les réductions dans le taux d'impôts des sociétés ne sont pas d'une grande aide... »

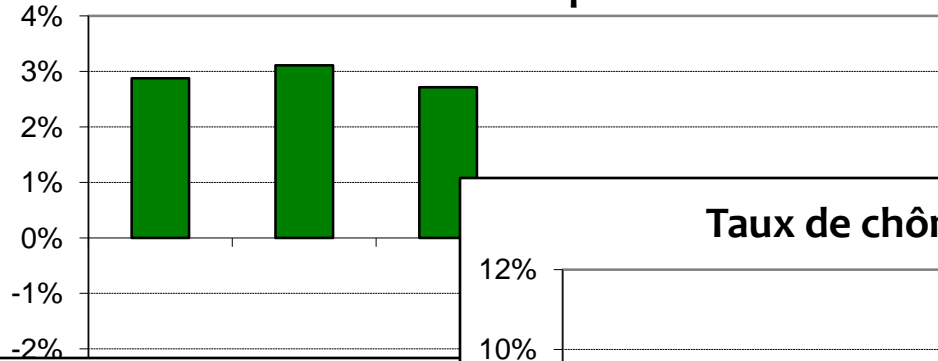
Avery Shenfeld, économiste, CIBC, 23 janvier

« Les diminutions dans les traitements et les salaires horaires (et)... les gels de salaires (peuvent entraîner) une spirale déflationniste du prix des salaires (qui) est très difficile à arrêter... »

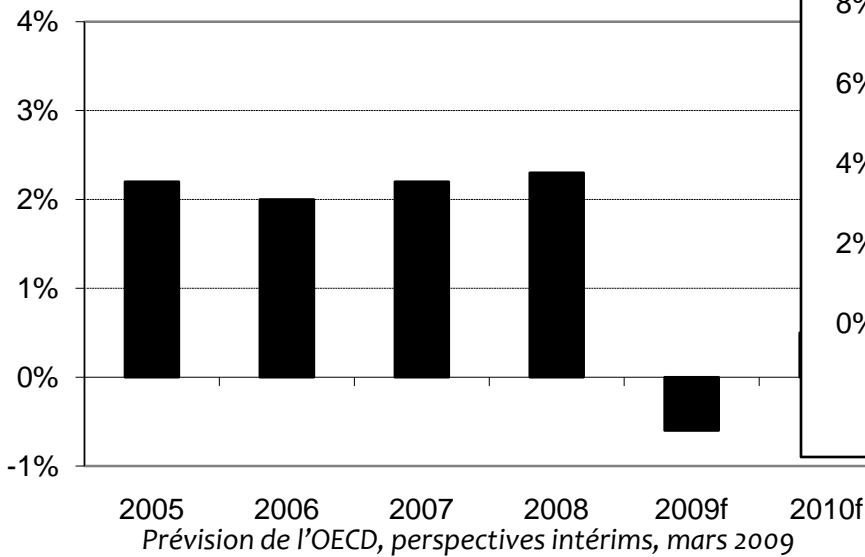
Sherry Cooper, économiste en chef, BMO, 23 janvier

Aucune récupération rapide...

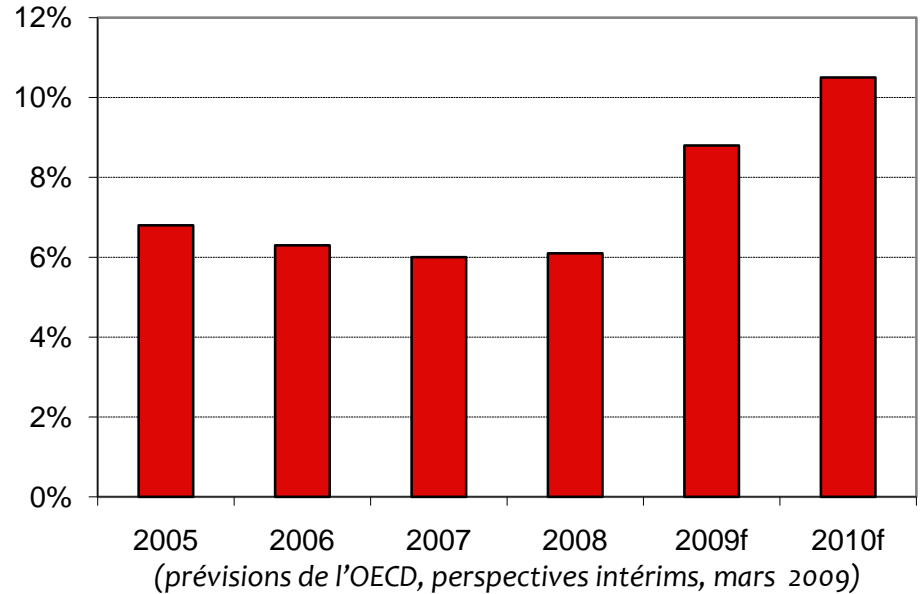
Croissance économique - Canada



Taux d'inflation - Canada



Taux de chômage - Canada



Incidences sur les travailleurs de la fonction publique

Augmentation du chômage, pauvreté

- Besoin accru de services publics, en particulier les services sociaux

Diminution des revenus : secteur public, secteur privé, SPE, sans but lucratif

- Compressions, pertes d'emplois, gels de salaires, contrôles, réductions de prestations
- Pression vers l'externalisation, la privatisation, le travail occasionnel, atteintes aux droits dans le domaine du travail

Pertes de pensions et besoin de financer les déficits

- Nuira aux prochaines augmentations salariales

Augmentations limitées des dépenses publiques et de l'investissement public

- Accent immédiat sur les « stimulants », mécanismes de renflouement

Conseils de placement progressiste...

Si vous aviez investi 1 000 \$ au début de 2008 dans

- La société Lear : valeur actuelle de 44 \$
- AIG : valeur actuelle de 28,80 \$
- Nortel : valeur actuelle de 18 \$

Mais si vous aviez investi 1 000 \$ dans :

- 25 caisses de Moosehead
- Vous auriez pu les boire, retourner les bouteilles vides et toucher 60 \$ en consigne



Conseils de placement de l'économiste du travail:

- Investissez dans la liquidité et n'arrêtez pas de recycler

Budget fédéral de 2009



Stimulants à court terme pour deux ans

- Infrastructure, logement, soutien limité à l'industrie et création d'emplois
- Augmentation des prestations d'AE, formation
- Prêt direct et garanties de prêt pour les entreprises



Mêmes politiques néo-conservatrices...

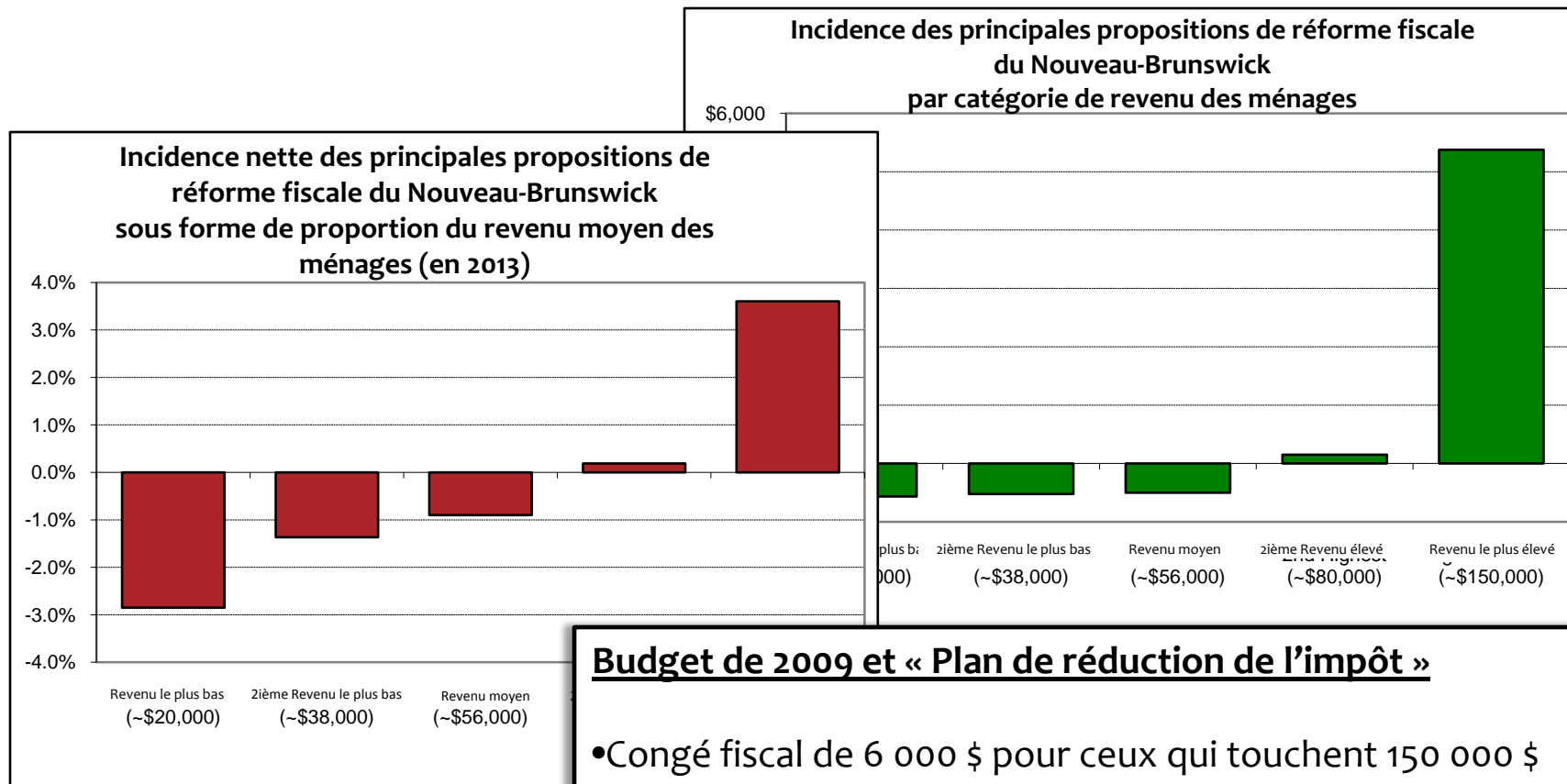
- Dépenses limitées dans les stimulants
- Réductions d'impôts de 10 milliards de dollars; 10 milliards de dollars dans la privatisation et en réduction de dépenses
- Attaque contre l'équité salariale, maîtrise des salaires du secteur public
- Aucune amélioration de l'accès à l'AE
- Réductions dans les programmes de garde d'enfants
- Aucune autre augmentation tangible dans les dépenses liées aux programmes sociaux, la sécurité des pensions
- Pression pour une auto-réglementation de l'industrie financière fondée sur des principes
- Déréglementation environnementale

Budget de 2009 du Nouveau-Brunswick

- Réduction importante de l'impôt sur le revenu pour les personnes à revenu supérieur; coûtera plus de 300 M\$
 - Petites augmentations des prestations destinées aux personnes à faible revenu
- Réduction de l'impôt sur le revenu des sociétés de 13 % à 8 %
- Augmentation limitée en santé, éducation
- Gel salarial de deux ans pour tous les fonctionnaires et les travailleurs du secteur public élargi
- Gel de l'embauche et abolition de 700 postes d'ici 2009-2010
- « Limitation des dépenses » : réductions dans plusieurs programmes
- Plusieurs nouvelles charges et augmentations de frais pour les services publics : ambulances, soins à domicile, etc.



« Réforme fiscale » du Nouveau-Brunswick



Budget de 2009 et « Plan de réduction de l'impôt »

- Congé fiscal de 6 000 \$ pour ceux qui touchent 150 000 \$
- Réduction des impôts de zéro à 321 \$ pour ceux qui touchent 20 000 \$
- Réductions des services publics et augmentations des frais

Les dépenses liées aux programmes sociaux bénéficient du stimulant le plus fort

<i>Dépenses ou réduction de 1 milliards de dollars :</i>	<i>Extrant (en milliards de dollars)</i>	<i>Emplois</i>
Apprentissage et garde d'enfants		35 000
Soins de santé	2,0	18 000
Infrastructure	2,8	16 000
Éducation	1,9	12 000
Réduction du taux d'AE	1,8	8 000
Réduction de l'impôt sur le revenu	1,3	6 000

Progrès à venir

- Augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes à revenu plus élevé
- Augmentation du salaire minimum au-dessus du seuil de la pauvreté
- Soutien au revenu adéquat pour les personnes sans emploi par le biais des programmes d'aide sociale et de l'AE
- Élaboration de programmes de création d'emplois dans le secteur public
- Augmentation des dépenses dans les programmes de stimulants économiques, pour qu'ils couvrent les secteurs de l'éducation, les soins de santé, l'amélioration énergétique, la garde d'enfants, les bibliothèques
- Augmentations décentes du salaire réel des travailleurs publics
- Augmentation des pensions publiques et émission d'obligations publiques pour le secteur des soins de santé, de l'éducation et de l'énergie verte
- Renforcement des règlements dans le domaine de la santé, de la sécurité, de l'environnement et du travail

Arguments et réponses

1. Il faut devenir plus concurrentiel
 - *L'investissement dans les programmes à caractère social est nécessaire à une véritable concurrence*
2. Le secteur privé est plus efficace
 - *Aucune preuve de cette idéologie, opérations de renflouement public*
3. On ne peut se le permettre, il faut se serrer la ceinture
 - *C'est le secteur public qui devrait diriger l'initiative de récupération*
4. Il est injuste que les fonctionnaires touchent des salaires décents, des pensions et des avantages
 - *Chacun mérite un salaire décent, une pension de retraite et des services*
5. Ce n'est pas le temps d'autres réformes, il faut se concentrer sur l'économie
 - *Le fait de se concentrer sur la croissance économique à court terme nous a mis dans cette situation. Si nous ne le faisons pas maintenant, quand le ferons-nous?*